



FEDERATION DES SYNDICATS UNITAIRES

SNUJ - SNUCCRF - SNUDDI - SU. AU TRESOR - SUI - SUD ADMINISTRATION CENTRALE MINEFI - SUD CDC

93bis, rue de Montreuil - 75011 PARIS

Tél : 01.44.64.64.44 - Fax :
01.43.48.96.16

fdsu@fdsu.org - <http://www.fdsu.org>

BB/2003

Compte rendu Audience avec le Ministre M. MER

Paris, le 1 septembre 2003

FRANCIS MER OU LE PLAIDOYER LIBERAL

Le 27 Août 2003, une délégation de la FDSU a rencontré M MER. Cette entrevue, à l'initiative du Ministre, a été l'occasion plus de deux mois après le CTPM du 24 juin de réaffirmer nos positions face à la politique menée par le gouvernement et ses déclinaisons au sein du MINEFI. L'occasion aussi de revenir, en préalable, sur le "dialogue social" et sur les événements du printemps jusqu'à la rupture consacrée lors du dernier CTPM.

La FDSU a rappelé au Ministre et à ses conseillers qu'elle n'a pas comme pratique habituelle la politique de la "chaise vide" et qu'il leur fallait bien comprendre que notre absence à toutes les réunions programmées dans la période estivale traduisait le ras-le-bol général face au degré zéro du dialogue social au sein du MINEFI. Notre position était également motivée par l'attitude rigide du Ministre en matière de retenues pour faits de grève.

Pour la FDSU, il n'était pas question de cautionner par notre présence une "normalisation" des échanges.

C'est donc en réaffirmant sa conception du dialogue que la FDSU a entamé cette entrevue. Nous avons ainsi rappelé à M MER que la qualité d'un réel dialogue social ne se mesure pas en statistiques retraçant le nombre et la fréquence de nos rencontres mais bel et bien par sa traduction concrète dans le quotidien des agents.

Au delà des instances paritaires, c'est le vécu des agents qui témoigne aujourd'hui de la dégradation du climat social au sein de ce ministère. Nous avons particulièrement insisté sur l'absence de reconnaissance profondément ressentie par l'ensemble des agents. Un manque de considération qui dépasse le strict cadre professionnel tant les attaques contre les fonctionnaires se sont multipliées au cours des derniers mois. C'est la dimension humaine elle-même qui est mise à mal par la politique mise en œuvre, au point que se multiplient les constats d'une réelle détérioration des relations humaines au sein de nos administrations. Son illustration la plus récente réside dans la gestion de la "canicule" et du dispositif "rentrée scolaire".

Soulignant les forts taux de grève au MINEFI lors du récent conflit des retraites, la FDSU a rappelé qu'il ne fallait ni négliger ni minimiser les réels motifs de mécontentement des agents des Finances liés au contexte proprement ministériel.

Après cette entrée en matière, nous avons évoqué le contexte politique et social de cette rentrée en indiquant au Ministre que la politique gouvernementale, dont les orientations sont dorénavant bien connues, ne pouvait conduire, à terme, qu'à une dangereuse détérioration de la cohésion sociale. Dénonçant une fois encore tous les effets dévastateurs d'une politique libérale poussée dans sa logique extrême, la FDSU lui a rappelé son opposition aux choix budgétaires qui conduisent à la paupérisation des services publics et au désengagement de l'Etat.

Passant en revue les divers secteurs de notre ministère, nous avons pu aisément illustrer les méfaits d'une telle politique. Allant à l'encontre du discours du gouvernement dont le credo est la sécurité, au sein du MINEFI, les décisions prises tant en matière de contrôle technique des véhicules, que de désengagement de la DGCCRF dans le contrôle des marchés publics et la protection du consommateur, ... démontrent que la sécurité dans certains domaines ne semble plus être une mission essentielle.

La FDSU, au delà de son expression pour la défense du périmètre actuel des missions, a souhaité que le Ministre entende nos propositions en terme de promotion de nos missions et de leur valorisation aux yeux de l'opinion publique. C'est par une telle démarche que les gains de productivité dont font état en permanence nos responsables politiques et administratifs pourront trouver une autre traduction que la seule suppression de postes et la restriction budgétaire.

Mettant en avant les préoccupations des agents en matière d'emplois (et les perspectives annoncées de suppressions importantes au MINEFI), de pouvoir d'achat, de reconnaissance de qualifications, nous avons rappelé à M MER que les attentes sont fortes dans ces domaines et que leurs questions appellent des réponses concrètes et rapides de la part du Ministre.

Pour la FDSU, ses réponses conditionneront le climat social de la rentrée au sein de nos administrations et ce d'autant que l'amertume est forte et les raisons de la colère toujours bien présentes malgré la "trêve estivale". L'intransigeance du gouvernement en matière de retenues pour faits de grève n'a fait que nourrir des rancœurs et les perspectives de durcissement des conditions d'exercice du droit de grève et de ses conséquences financières ne sont pas de nature à apaiser les esprits. Bien au contraire !

Nous avons également fortement mis l'accent sur la détérioration de la politique d'action sociale en relation avec la logique de restriction budgétaire, de même que sur le constat de coupes sombres dans les budgets consacrés à la formation et dans le domaine de l'hygiène et la sécurité.

En réponse à notre intervention, M MER s'est livré à un vibrant "plaidoyer libéral" qui, sans nous surprendre, nous a tout de même permis de relever sa forte conviction dans la réussite des projets lancés lors du CTPM du 7 octobre 2002 et également son assurance de mener la bonne politique pour l'amélioration de la performance et par là même de l'image du MINEFI. A maintes reprises, il a déclaré se sentir "intellectuellement très à l'aise vis-à-vis des personnels" semblant sous-entendre que sa politique de gestion recevait l'assentiment du plus grand nombre.

Comme un leitmotiv, le terme de "performance" a émaillé l'intervention du Ministre qui en substance a réaffirmé sa ligne directrice : "faire toujours plus avec toujours moins" ! Moins d'emplois : ce sont bien pour 2004 plus de 2 000 postes qui seront supprimés au MINEFI et M MER n'a pas caché son intention d'optimiser la gestion des départs dans les années à venir en surfant sur la vague démographique. C'est aussi en améliorant la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences que le Ministre entend élaborer un plan de qualification pluriannuel.

"Sera-t-il réellement significatif ?". Telle a été la question de la FDSU en référence au terme employé par lui le 7 octobre pour qualifier le plan déjà annoncé et qui a définitivement déçu tous les agents par son insuffisance manifeste. Inutile de préciser qu'aucune réponse concrète n'est venue de notre interlocuteur.

Concernant le périmètre des missions et les implantations géographiques, le Secrétaire Général, M PARINI, s'est cantonné à rappeler que le cadrage défini au cours de ce même CTPM ne subirait pas de modifications et que cela devait suffire à rassurer les agents. Nos camarades du S.U.I. à l'Industrie ont peu goûté ce genre de garanties car l'évolution des missions des DRIRE a conduit quelque mois après ce CTPM à la liquidation de la mission de contrôle technique des véhicules.

En revanche, concernant la redevance audiovisuelle, le Ministre a confirmé qu'il n'y aurait aucun changement par rapport à la situation actuelle. Pour combien de temps ? Il y a toujours matière à s'interroger tant le concept de réforme au sein du MINEFI pourrait être défini par le principe de "mouvement perpétuel" et de "changement pour le changement" !

En complément des propos de M MER, le Secrétaire Général nous a indiqué qu'il souhaitait faire le point sur l'action sociale, dans le cadre d'un très prochain groupe de travail, afin d'analyser le budget qui y est consacré et sa gestion.

En outre, il nous a annoncé la tenue très prochaine d'un groupe de travail consacré à l'évaluation-notation avec pour objectif une mise en application début 2004.

Par ailleurs, répondant à notre intervention sur les réformes en cours et sur leur rythme effréné, M PARINI a également annoncé qu'un prochain CTPM, qu'il présiderait, permettrait de donner un peu de "transparence", sur les diverses réformes en cours. Nous avons fortement ré-insisté sur le fait qu'au delà de la seule "transparence" la FDSU entendait qu'il soit clairement débattu, du fond, de la forme et de la nécessité de stopper la logique d'empilement des réformes et l'accélération de leur mise en œuvre.

En conclusion, que faudra-t-il retenir de cette entrevue ? Deux ou trois choses tout de même.

Certainement, comme une illustration supplémentaire de la politique gouvernementale, les divers propos de Francis MER consacrant la "liberté" dans son acception libérale : liberté de consommer, liberté d'épargner, liberté d'investir, et tout ça, comme on veut, là où on veut !

A cette envolée, la FDSU a répondu par un rappel simple : à la valeur de Liberté, les "libéraux" du 18^{ème} siècle avaient associé deux autres valeurs : celles d'Egalité et de Fraternité. Soulignant notre fort attachement à la Liberté (notamment celle de faire grève !) nous avons rappelé qu'à la lumière de l'actualité, la valeur de Fraternité méritait plus que de simples déclarations gouvernementales (appelant à la solidarité collective envers les personnes âgées), surtout quand elles "sonnent" plus aux accents de charité.

Les choix budgétaires qui seront arbitrés par M RAFFARIN conditionneront les moyens de solidarité nationale et il y a fort à parier qu'il y aura un vrai fossé entre les paroles compatissantes du premier ministre et la traduction effective dans les décisions fiscales de l'automne. La restriction budgétaire pour les uns et les cadeaux fiscaux pour les autres, moins nombreux mais beaucoup plus riches.

Décidément, nous n'avons pas les mêmes valeurs ni la même conception de la justice fiscale et de la justice sociale !

Pour la FDSU, réflexions, propositions, actions et négociations représentent des étapes qui s'articulent successivement.

La rentrée sociale risque de s'inscrire dans le même contexte général que celui que nous avons connu au printemps, tant la politique gouvernementale s'inscrit durablement sous le signe du libéralisme débridé.

Dans ces conditions, pour la FDSU, il semble difficile de croire à la possibilité de renouer un dialogue social tant la démarche globale s'inscrit dans une logique de reculs pour le service public et les personnels.

Nous avons d'ores et déjà prévenu le Ministre et ses conseillers ainsi que le Secrétaire Général que la FDSU ne s'inscrira pas dans une démarche de "normalisation" du dialogue social comme si rien ne s'était passé au printemps. Il faut des signes tangibles de la part de nos interlocuteurs pour donner un réel contenu à nos échanges. En conclusion, nous avons à ce propos souligné au Ministre le fait qu'à aucun moment lors de cette entrevue, il n'avait utilisé le terme de "négociations" et qu'il semblait "faire un blocage" sur ce mot, ce qui augurait mal d'une amélioration du dialogue social.